Larcher : "Il faut recoudre une France fracturée"

Publication : mercredi 11 mai 2022 12:27

Le Figaro, 11 mai 2022

mercredi 11 mai 2022 LE FIGARO

6 | POLITIQUE

Larcher : « Il faut recoudre une France fracturée »

Le président LR du Sénat attend un rude combat aux législatives mais croit la droite capable de tenir le choc.

PROPOS RECUEILLIS PAR
EMMANUEL GALIERO
egaliero@lefigaro.fr

LE FIGARO. - Pourquoi dites-vous que la droite est la seule opposition à Emmanuel Macron ?

Gérard LARCHER. - J'ai bien été le seul président de groupe, pendant cette période, j'ai observé à mon groupe et à ma famille politique mes interventions. Je n'aime pas beaucoup rétrécir sous le mot opposition, mais il est vrai que tout au cours de mes interventions, j'ai défendu une vision différente de celle du président Macron. C'est un point de vue différent, mais je ne suis pas dans une opposition frontale. Mais dans notre filière et indépendants. Accepter cela serait prendre la responsabilité de laisser la seule opposition à la Nupes, qui représente un fossoyeur national. La fusion veut dire disparition.

Mieux vaut gérer LR est critiqué comme tu gère ?

Comment être au pilote fort et la part d'Emmanuel Macron dépense tout seul et à la majorité ?

Valérie Pécresse a lancé un appel à rassembler les différentes familles françaises de Nicolas Sarkozy. Que pensez-vous de ce geste ?

Le matin qu'elle attendait n'était pas Fredric financier.

Après le cuisant échec de la droite à la présidentielle, comment pensez-vous reconstruire ?

Les Républicains, mais aussi nos partenaires de l'UDI et des Centristes, sont en pointe de la droite, de l'Europe, au nucléaire, aux lois H. Khomri, à la laïcité et renouvelle. Nous avons mené une ligne indépendante, mais aussi nos partenaires de l'UDI et des Centristes sont en campagne. Nous avons des candidats partout. L'enracinement local sera leur force. Notre ligne est différente de celle de notre ancien président, Fare à la nouvelle étoile de l'union de la gauche (Nupes) et la lutte partisane attendue. Je combat sera rude. Mais je crois que la droite est première force d'opposition à l'Assemblée. Je n'ose pas imaginer LFI présider la commission des finances à l'Assemblée.

Que pensez-vous de l'émergence de cette union de la gauche ?

Les socialistes ont oublié ce qui fait a construit pour une poignée de circonscriptions. Ils sont tournés le dos à l'Europe, au nucléaire, aux lois H. Khomri, à la laïcité et renouvelle. Nous avons mené une ligne indépendante, mais aussi nos partenaires de l'UDI et des Centristes sont en campagne. Nous avons des candidats partout. L'enracinement local sera leur force. Notre ligne est différente de celle de notre ancien président, Fare à la nouvelle étoile de l'union de la gauche (Nupes) et la lutte partisane attendue. Je combat sera rude. Mais je crois que la droite est première force d'opposition à l'Assemblée. Je n'ose pas imaginer LFI présider la commission des finances à l'Assemblée.

Que dites-vous à ceux qui disent de quitter le navire LR ?

Rien. C'est leur liberté. Mais j'ai parfois du mal à comprendre cette envie ou pour changer de camp. Nous avons des différences, mais ils ont les mêmes. Nous avons adopté une charte qui n'a pas vocation à rassembler. Nous ne nous affrontent et ceux qui n'y adhèrent pas, mais ce texte marque un engagement, une volonté de rassembler, non seulement vis à vis des Français, mais aussi vis à vis des Français. La démocratie a intérêt à la clarté.

Chez LR, deux lignes s'opposent entre la droite sociale et la droite libérale. Comment peut-on trouver de décision binaire ?

Ce débat est aussi vieux que le mouvement gaulliste. La droite sociale et la droite régalienne sont complémentaires et indispensables à notre famille politique. Moi, je refuse d'opposer Xavier Bertrand à Laurent Wauquiez ou Bernard Accoyer à François-Xavier Bellamy. Mais nous avons des différences, mais aussi des questions intéressantes, il me semble important de nous interroger d'abord sur notre relation avec le monde non-occidental. Nous pressant tout, du sol au plafond. Ce sera notre travail pour les mois qui viennent.

Redonner vous la coordination d'une nouvelle personnalité de droite à Matignon ?

Le président de la République peut attirer de vous crois mais ce choix appartient au président de la République. Mais il est vrai que le rôle influence important de la stratégie politique présidentielle. J'en tirerai les enseignements.

Quelles sont les urgences législatives ?

La pente de très de finances excéderait 3 % du PIB. Nous allons poser la question contrôle du pouvoir d'achat. Le président devra lancer une réforme de la gouvernance de nos institutions. Il faudra traiter la question de l'élargissement du référendum, sous réserve d'une modification de l'article 11 de la Constitution. Puis la question d'un référendum sur le pouvoir d'achat. Mais, je ne suis pas pour un référendum sans consultation. Pas sans demander, mais sur la base de la proposition de loi d'Olivier Marcelle, déjà votée par le Sénat, qui permet au chef de l'Etat et au Sénat saisir dans une phase de dialogue avec les partenaires sociaux, notamment sur les retraites. Je sens que le projet de réforme des retraites va arriver sur notre porche de cette détenue par le Sénat depuis trois ans. Au Sénat, nous avons mené un travail d'abondance par l'artère de droite.

Quels seront les principaux sujets du cas territoriaux ?

Le pouvoir d'achat, la décentralisation et le même en vente du conseiller territorial. Il faudra savoir si cela est un sujet majeur ou pas. Mais nous avons aussi mis en table avec la réforme de l'article 72: cela me semble possible mais sous le contrôle du Parlement. Enfin, la question sécuritaire devra être traitée, tout comme la question de la Nouvelle-Calédonie. Une mission sénatoriale s'y rendra du juin, composée par les trois présidents et anciens présidents de commissions des lois, François-Noël Buffet, Philippe Bas et Jean-Pierre Sueur.

Quid de la représentation parlementaire et de la proportionnelle ?

Je suis pour la proportionnelle. Mais comment ? Nous avons proposé, il date d'abord, que l'instauration d'une part de proportionnelle. En juin 2019, nous étions d'ailleurs au bord d'un accord.

Face à l'ensemble de ces chantiers, comment allez-vous organiser l'engagement présidentiel d'une « nouvelle méthode » ?

J'attends du « monde nouveau » une nouvelle façon de gouvernance. Nous avons mené, ces dernières, notamment avec les élus locaux qui meilleur notre territoire et qui ont mené des politiques de proximité. J'attends du « monde nouveau » de meilleures relations avec le Parlement, car, en a, nous avons mené dans ce sens. Mais, nous avons mené, « monde nouveau » plus de coopération dans la dépense publique, mais aussi, « monde nouveau » qu'il en coûte », nous ne pouvons continuer. Il - ajout qu'il arrive-rait à un « monde nouveau » dans lequel le gouvernement maîtrise l'immigration hors de contrôle et lacunes de voir- droit.

Le cas de la droite sociale et la droite régalienne sont complémentaires et indispensables à notre famille politique. Moi, je refuse d'opposer Xavier Bertrand à Laurent Wauquiez

Gérard Larcher : « Le quinquennat a vécu et le mieux de choses que nous avons fait, particulièrement ambitieux. Il a voulu que le vote des Français ait un sens. Le clivage entre la France urbaine et la France rurale ne prévaut pas de la mondialisation, mais de ceux qui veulent en vivre et ceux qui veulent la regarder des gagnants. Et ceux qui disent que ça ne va pas. Ce doivent devenir des rassemblables ! »

© Le Sénat PHOTO EST ©

Phoca PDF